

DAHIR N° 1)69-25 DU 10 JOMADA II 1389

(25 JUILLET 1969)

FORMANT CODE DES INVESTISSEMENTS AGRICOLES

TITRE II

MISE EN VALEUR DANS LES PERIMETRES D'IRRIGATION

ARTICLE 9 : La mise en valeur au sens du présent titre comporte l'exécution des travaux d'équipement externe et interne des propriétés agricoles et l'exploitation rationnelle de la terre.

ARTICLE 10 : L'équipement externe comprend, outre le remembrement, les ouvrages de retenue et de dérivation, les canaux principaux secondaires et tertiaires ainsi que les réseaux de colatures et, d'une manière générale, tous les aménagements hydro-agricoles réalisés à l'intérieur ou à l'extérieur des périmètres d'irrigation et permettant d'amener l'eau en tête des propriétés.

ARTICLE 11 : L'équipement interne comprend les aménagements tels que défrichement, défonçage, assainissement et les travaux de construction du réseau interne d'irrigation et de colature, de nivellement et les travaux similaires destinés à permettre la meilleure utilisation de l'eau et du sol.

ARTICLE 12 : Les équipements externe et interne sont exécutés par l'Etat ou par les Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole agissant pour le compte de l'Etat.

ARTICLE 16 : Les agriculteurs participent aux frais engagés par l'Etat au titre de l'équipement externe et de l'équipement interne.

Cette participation se compose des deux éléments suivants :

- 1°) Une participation directe à la valorisation des terres irriguées ;
- 2°) Une redevance annuelle et permanente pour usage de l'eau d'irrigation. Cette redevance comprend l'amortissement et les dépenses d'exploitation et d'entretien du réseau externe d'irrigation.

ARTICLE 17 : La participation directe à la valorisation des terres irriguées est à la charge du propriétaire.

Son montant est fixé à mille cinq cents dirhams (1.500 DH) par hectare de terre irriguée.

ARTICLE 18 : La participation directe à la valorisation des terres irriguées est exigible dès que les conditions ci-après sont réunies : mise en eau des propriétés et fin des travaux d'équipement interne.

Les propriétés sont réputées mise en eau lorsque l'eau aura été retenue à la disposition des exploitants en tête ou aux abords immédiats des propriétés.

ARTICLE 19 : La participation directe est recouvrée par les agents du trésor comme en matière d'impôts directs.

Toutefois, le propriétaire peut s'acquitter par versements échelonnés sur demande adressée à l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole intéressé ou aux services provinciaux compétents du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire.

Dans ce cas, la dette porte intérêt au taux annuel de 4 %, elle est payée en dix sept (17) annuités égales à compter de la 1<sup>re</sup> année qui suit la mise en eau.

ARTICLE 20 : Sont exemptés du paiement de la participation directe à la valorisation des terres irriguées :

Les propriétaires d'exploitations agricoles dont la superficie située à l'intérieur du périmètre d'irrigation est inférieure ou égale à cinq hectares.

A concurrence de cinq hectares, les propriétaires d'exploitations agricoles dont la superficie située à l'intérieur du périmètre d'irrigation est supérieure à cinq hectares et inférieure ou égale à vingt hectares.

Pour l'application des dispositions du présent article les propriétés dans l'indivision sont considérées comme appartenant à un seul propriétaire.

ARTICLE 21 : Le bénéfice de l'exemption prévue à l'article 20 n'est définitivement acquis que si les propriétés concernés ne font l'objet d'aucune mutation entre vifs pendant dix ans au moins à compter de la mise en eau de ces propriétés.

./...

En cas de mutation entre vifs avant l'expiration de ce délai, la participation devient exigible et doit être acquittée en un seul versement.

Toutefois, le bénéfice de l'exemption est maintenu en cas de cession de droits indivis entre co-propriétaires.

ARTICLE 22 : La participation directe à la valorisation des terres irriguées n'est pas exigée dans les périmètres d'irrigation du Tafilalet et d'Ouerzazate.

ARTICLE 26 : La participation directe à la valorisation des terres irriguées n'est due que pour les propriétés qui n'ont pas encore été mises en eau à la date de publication du présent dahir, sous réserve des dispositions du 2° alinéa de l'article 27.

Toutefois, lorsqu'à la dite date l'équipement interne a été réalisé ou est en cours de réalisation par l'Etat sur les propriétés visées à l'alinéa premier, en vertu de contrats conclus avec les propriétaires, ceux-ci ont le choix entre l'application des dispositions du présent dahir ou des stipulations du contrat.

Le propriétaire doit préciser son choix par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole intéressé ou au Chef des Services Provinciaux compétents du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire.

ARTICLE 28 : Les modalités de fixation, d'indexation et de recouvrement de la redevance pour usage de l'eau d'irrigation, les coefficients de minoration ou de majoration dont cette redevance peut être affectée ainsi que les servitudes mises à la charge des utilisateurs sont précisés par décret pris sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire après avis du Ministre des Finances et du Ministre des Travaux Publics et des Communications.

ARTICLE 29 : La redevance pour usage de l'eau d'irrigation est due par le propriétaire du fonds.

Dans le cas où le propriétaire n'exploite pas lui même le fonds, le recouvrement de la redevance peut être poursuivi tant auprès du propriétaire du fonds que de l'exploitant qui sont conjointement et solidairement responsables du paiement de celle-ci.

### TITRE III

#### MISE EN VALEUR DANS LES ZONES D'ASSAINISSEMENT EN SEC

ARTICLE 35 : Dans les régions du Royaume cultivables en sec et où les propriétés agricoles sont menacées par les eaux de crue, les remontées des nappes phréatiques ou les eaux de surface en excédent, l'Etat peut par décret délimiter les secteurs dénommés "zones d'assainissement".

Les décrets de délimitation sont pris sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire et après avis des Ministres de l'Intérieur et des Finances.

En cas de doute sur la situation d'une propriété agricole, le Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire est habilité à délivrer une attestation précisant si cette propriété se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur d'une zone d'assainissement.

ARTICLE 36 : La réalisation des travaux d'assainissement externes et internes ainsi que l'exploitation et l'entretien des réseaux primaires, secondaires et tertiaires seront assurés par l'Etat ou par les Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole agissant pour le compte de l'Etat.

Les travaux comportent :

D'une part, la réalisation d'un réseau général d'assainissement ;

D'autre part, des aménagements internes, tels que mise en ados, drainage profond et tous travaux similaires nécessaires pour permettre l'assainissement intégral des propriétés agricoles.

ARTICLE 37 : Dans les zones d'assainissement, l'Etat percevra une redevance annuelle dite "Redevance d'assainissement" destinée à couvrir, outre les frais d'exploitation et d'entretien du réseau général, une partie des dépenses engagées par l'Etat pour la réalisation du réseau général d'assainissement et des aménagements internes visés à l'article 36.

La redevance d'assainissement est à la charge des propriétaires des exploitations agricoles.

La redevance d'assainissement se compose de trois taxes :

./...

Une taxe pour l'entretien et l'exploitation du réseau général d'assainissement ;

Une taxe pour l'amortissement partiel du réseau général d'assainissement ;

Une taxe pour l'amortissement partiel de l'aménagement interne d'assainissement des propriétés.

Les deux premières taxes ne sont dues qu'après réalisation des réseaux primaire , secondaire et tertiaire d'assainissement.

Sous réserve des dispositions de l'article 41, la taxe pour l'entretien et l'exploitation du réseau général d'assainissement est permanente ; les deux autres taxes sont perçues pendant vingt ans.

ARTICLE 38 : Les barèmes de la redevance d'assainissement sont déterminés par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire et du Ministre des Finances.

Cet arrêté prévoiera une réduction des dits barèmes au profit :

- 1°) Des propriétaires d'exploitations agricoles dont la superficie située dans les zones d'assainissement est inférieure ou égale à cinq hectares ;
- 2°) Des propriétaires d'exploitations agricoles dont la superficie située dans les zones d'assainissement est supérieure à cinq hectares et inférieure ou égale à vingt hectares.

Pour cette dernière catégorie, la réduction des barèmes sera limitée à une superficie de cinq hectares.

Pour l'application des dispositions du présent article les propriétés dans l'indivision sont considérées comme appartenant à un seul propriétaire.

ARTICLE 39 : L'arrêté visé à l'article 38 peut affecter la taxe pour l'amortissement partiel du réseau général d'assainissement, de coefficients de minoration tenant compte de la situation des propriétés.

ARTICLE 40 : Cet arrêté peut, en outre, fixer les modalités d'indexation des barèmes de la redevance d'assainissement en fonction de l'évolution du niveau des prix et des salaires.

Le taux de la redevance d'assainissement ne sera toutefois modifié que lorsque l'application des formules d'indexation entraînera par rapport au tarif précédemment appliqué une augmentation du taux supérieure à 5 %.

ARTICLE 41 : Les propriétaires des fonds assainis cesseront, dès la mise en eau de leurs propriétés, d'être assujettis à la redevance d'assainissement.

ARTICLE 42 : Le montant des redevances d'assainissement est recouvré par les agents du Trésor comme en matière d'impôts directs, en vertu de rôles dressés par le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole intéressé ou par le Chef des Services provinciaux compétents du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire.

Ces rôles sont établis le 1er Juillet de chaque année au titre de l'année précédente.

ARTICLE 43 : Dans les zones d'assainissement, les propriétaires et les exploitants sont tenus de laisser le libre accès des fonds aux engins des Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole et des services provinciaux compétents du Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agraire ou des entreprises choisies par leurs soins pour exécuter les travaux.

ARTICLE 44 : Les bénéficiaires des travaux d'assainissement sont tenus de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la gestion du réseau d'assainissement et doivent exécuter, sans délai, les instructions qu'ils reçoivent du Chef de l'exploitation du réseau.

ARTICLE 45 : Lorsque dans les zones d'assainissement, les travaux visés à l'article 36 ont été réalisés en totalité ou en partie antérieurement à la date de publication au bulletin Officiel du présent dahir, les dispositions générales de celui-ci s'appliquent sous réserve des dispositions de l'article 46.

./...

ARTICLE 16 : Dans les zones où les anciennes associations syndicales agricoles privilégiées ont participé financièrement aux travaux engagés, les propriétaires intéressés sont dispensés du paiement de la taxe relative à l'amortissement du réseau général d'assainissement.